

Recours au Règlement—M. Corbett

● (1500)

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Madame le Président, si ma mémoire me sert bien, les prestations d'assurance-chômage sont actuellement assujetties à la loi de l'impôt sur le revenu lorsqu'elles sont versées à un Indien qui vit dans une réserve. En conséquence, les fonds qui servent à payer les projets de même nature que celui que vient de mentionner le député, les fonds qui proviennent de l'assurance-chômage seraient impossables et le supplément d'argent pour compléter le montant qui est vers  à un individu pour son salaire ne serait pas impossible. Alors la composante du salaire est de deux ordres, une qui provient du fonds d'assurance-chômage, cette composante serait impossible, mais le supplément qui proviendrait d'une autre agence et qui passerait par le conseil de bande ou un autre organisme sur le territoire de la réserve, lui, ne serait pas impossible.

* * *

PÉTITIONS

DÉPÔT DES RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

Mme le Président: J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau les rapports du greffier des pétitions qui fait connaître qu'il a examiné les pétitions présentées par des honorables députés le mercredi 9 mars 1983, et qu'il constate qu'elles sont conformes aux exigences du Règlement quant à leur forme.

* * *

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. CORBETT—LA QUESTION POSÉE PAR M. LeBLANC AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, j'invoque le Règlement, du fait que le ministre des Travaux publics a tenté de se soustraire à sa responsabilité de répondre à une question sur un sujet relevant de son ministère au Nouveau-Brunswick, en demandant au Président de déterminer s'il lui incombait de répondre à une question d'ordre politique concernant la province du Nouveau-Brunswick. Le compte rendu montrera sans contredit que ma question, comme je l'ai posée, s'adressait au ministre des Travaux publics. Le ministre en était parfaitement conscient, et je crois qu'il est grand temps qu'il commence à assumer ses responsabilités sérieusement.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Le député soulève une objection que je ne considère pas comme un recours au Règlement. J'ai rendu une décision à ce sujet. On m'avait demandé conseil. Le ministre estimait que cette question portait sur des responsabilités dépassant le cadre de son ministère et c'est, bien sûr, la règle dans un cas semblable.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

DÉCLARATION HEBDOMADAIRE

M. Lewis: Madame le Président, comme c'est jeudi, je voudrais demander au leader du gouvernement à la Chambre de nous donner une idée des travaux prévus pour la semaine prochaine.

J'espère que dans ses explications, le leader du gouvernement à la Chambre dissipera une impression que le ministre d' tat (Commerce international) (M. Regan) a tenté de donner en établissant un rapport entre l'engagement pris par le gouvernement de financer les Jeux olympiques de Calgary et le bill sur les paris collectifs. Le leader du gouvernement à la Chambre sait qu'il n'y a aucun rapport entre ces deux questions. Je lui demanderais de faire une mise au point au nom de son collègue. Par la même occasion, peut-être pourrait-il dire à la Chambre quand le gouvernement, qui a la responsabilité du bill sur les paris collectifs, a l'intention de présenter cette mesure législative?

[Français]

M. Pinard: Madame le Président, en ce qui concerne les travaux de la Chambre pour aujourd'hui et demain, nous allons continuer le débat en comité plénier du projet de loi C-139. La semaine prochaine, lundi, nous allons compléter la deuxième lecture du projet de loi C-143 qui vise à autoriser le gouvernement à emprunter une certaine somme d'argent. On sait que le débat doit être interrompu, s'il y a lieu, à 17 h 45 pour le vote lundi soir. Mardi et jeudi de la semaine prochaine, nous allons continuer le débat à l'étape du comité plénier de l'important et urgent projet de loi concernant l'impôt sur le revenu. Mercredi prochain, comme à l'habitude, sera une journée réservée aux affaires émanant des députés.

En ce qui concerne la législation sur les paris sportifs, je tiens à confirmer à l'honorable député qu'il s'agit là d'une très grande priorité pour le gouvernement et, puisqu'il soulève la question, il va reconnaître qu'en de très nombreuses occasions j'ai pu lui suggérer de terminer en une journée le débat sur ce projet de loi qui en est maintenant à l'étape du rapport, et j'ai toujours obtenu des réponses négatives. Si l'honorable député change d'idée, il n'a qu'à me le dire, car je suis disposé à désigner demain pour compléter le débat à l'étape du rapport et de la troisième lecture du projet de loi concernant les paris sportifs.

[Traduction]

M. Lewis: Madame le Président, le leader parlementaire du gouvernement ne se g ne pas pour ba llonner ses collègues, suivant les bonnes vieilles méthodes du gouvernement. Quant à nous, nous estimons qu'il faudrait tenir un débat sincère et approfondi et nous sommes prêts à le faire n'importe quand.

M. Deans: Madame le Président, au sujet du projet de loi sur les paris collectifs, nous nous y opposons et nous sommes prêts à l'étudier le moment venu.

Néanmoins, je tiens à soulever une autre question concernant les travaux de la Chambre. Le président du Conseil privé a certainement entendu un député conservateur, je ne sais plus lequel, poser aujourd'hui une question au sujet du dilemme d'Allan Wilford, président de la Farm Survival Association. M. Wilford a parfaitement raison de manifester contre les taux d'intérêt usuraires des banques.